

LANCEMENT IMMINENT DU CRÉDIT À LA CONSOMMATION

Le taux d'intégration des produits supprimé

La formule portant crédit à la consommation qui sera lancée en grande pompe dans peu de temps concernera tous les produits fabriqués en Algérie. Ainsi, il ne sera plus question de fixer un taux d'intégration, comme décidé lors de la dernière tripartite, pour les produits fabriqués en Algérie et concernés par cette formule. Autrement dit, le taux d'intégration de 40 % fixé lors de la dernière tripartite sera abrogé dans les prochains jours.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Pour rappel, lors de la dernière tripartite, la seizième, (gouvernement-patronat et UGTA), il a été décidé la relance du crédit à la consommation pour les produits nationaux dont le taux d'intégration dépasse les 40%.

Le texte en question stipule que «la mise en place du crédit à la consommation, destiné exclusivement au financement des produits locaux, ne pourra intervenir qu'après avoir rempli plusieurs prérequis, notamment l'établissement de la liste des entreprises concernées par le dispositif et la confection de la nomenclature des produits finançables», selon le rapport final du groupe de travail tripartite chargé de la promotion de la production nationale. A cet égard, le groupe recommande un taux d'intégration quantifiable et appréciable égal ou supérieur à 40%. «Ce taux est retenu par référence, aussi bien par rapport aux normes universelles qu'au potentiel du tissu industriel national », est-il expliqué dans le même rapport. Or, le gouvernement, avec l'aval des différentes parties, a décidé d'abroger la loi limitant le taux d'intégration.

Selon nos sources, cette mesure a été prise afin d'aider les entreprises nationales à commercialiser sans difficulté leurs produits. «Nous avons ouvert le champ à toutes les entreprises productrices en Algérie afin de ne pas affaiblir le dispositif (du crédit à la consommation) et aussi pour encourager les industries naissantes et relancer la production nationale», a expliqué, hier, dans

un entretien à l'APS le directeur de la réglementation et des affaires juridiques du ministère du Commerce, El Hadi Bakir. Toutefois, il dira «qu'au cas échéant, des taux d'intégration pourraient être fixés, plus tard, pour certains produits».

Il est à noter que les entreprises pratiquant la revente en l'état de produits importés sont exclues du dispositif. «La réintroduction du crédit à la consommation vise à écouler la production nationale et à améliorer le pouvoir d'achat des citoyens», souligne également le groupe de la tripartite.

Les produits concernés sont les biens durables, à usage domestique des particuliers et des ménages, produits fabriqués loca-



Le crédit est destiné exclusivement aux produits locaux.

lement tels que les meubles et articles d'ameublement, l'électroménager, l'électronique et les matériaux de construction. A ce sujet, les listes des entreprises éligibles et des produits finançables

seront arrêtées par les administrations, institutions et organisations compétentes (ministères, chambres de commerce, associations professionnelles, etc.).

Selon le responsable du minis-

tère du Commerce, il est seulement stipulé que les entreprises éligibles au crédit à la consommation sont celles qui exercent une activité de production ou de service sur le territoire national, et qui produisent ou assemblent des biens destinés à la vente aux particuliers et qui vendent avec factures. Toutefois, la principale question qui reste posée est celle de savoir si avec toutes ces facilitations, le produit «made in Algérie» concurrencera le «made in». «L'Algérie ne dispose pas d'un plan de communication qui lui permet de promouvoir le produit national», explique Kamel Khelifa, expert-consultant en communication dans les échanges internationaux et en transport-logistique.

Et d'ajouter : «Nous n'avons pas de plan de communication à l'échelle nationale et encore moins à un niveau international». Selon lui, «on ne peut pas exporter les dattes dans un pays qui n'en consomme pas sauf à les exporter sous une autre forme de façon à séduire le consommateur ?».

A. B.

LES MODALITÉS D'OCTROI DU CRÉDIT DÉVOILÉES

Un taux non bonifié et n'excédant pas les 60 mois

Les contours des mécanismes de financement du crédit à la consommation sont déjà connus.

Selon le directeur de la réglementation et des affaires juridiques auprès du ministère du Commerce, El Hadi Bakir, les prêts bancaires, accordés dans le cadre du crédit à la consommation, pourront financer la totalité du prix du produit national acheté par l'emprunteur et seront assortis de taux d'intérêt non bonifiés.

«Aucune quotité finançable n'a été retenue, et ce, afin de permettre aux institutions bancaires une totale liberté dans l'octroi du prêt qui peut atteindre les 100%», a ajouté la même source en précisant qu'afin «de s'assurer de la solvabilité du consommateur-emprunteur, les banques vont mettre en place des instruments

leur permettant de vérifier si l'emprunteur dispose suffisamment de capacités de remboursement du crédit demandé».

«Les revenus de l'emprunteur devront assurer le remboursement du crédit durant les délais fixés par le décret exécutif relatif au crédit à la consommation dont la durée est supérieure à trois mois et n'excédant pas les soixante mois», a-t-il expliqué. Interrogé par l'APS sur les taux d'intérêt qui seront appli-

qués à ces crédits dédiés exclusivement aux produits nationaux, le même responsable a fait savoir qu'ils seront fixés par les banques selon la réglementation en vigueur. «Ce sont des crédits libres. Par conséquent, ils ne bénéficieront pas d'une bonification particulière de l'Etat », poursuit-il. Pour rappel, le décret exécutif relatif au crédit à la consommation sera mis en œuvre dès sa publication au Journal officiel. «Les banques et les institutions financières commenceront à octroyer les crédits aux particuliers après la publication du décret au JO, probablement avant juin prochain», a encore indiqué encore le représentant du ministère du Commerce. A la question de l'APS de savoir si la Centrale des risques est prête pour accompagner le crédit à la consommation, et ce, de par son rôle de s'assurer de la solvabilité de tout postulant au crédit afin de réduire, voire éliminer tout risque d'impayé et de surendettement de l'emprunteur, M. Bakir a fait savoir que cette centrale est, juridiquement, déjà créée. «Le travail a été fait par la Banque d'Algérie. Tout le dispositif est fin prêt pour le lancement du crédit à la consommation», assure-t-il.

L'article 75 de la loi de finances complémentaire 2009, qui avait gelé le crédit à la consommation sauf pour les crédits immobiliers, rappelle-t-on, a été modifié et complété par l'article 88 de la loi de finances 2015 pour permettre aux banques d'octroyer aux ménages des crédits à la consommation destinés à l'acquisition des biens fabriqués localement afin de promouvoir la production nationale.

A. B.

ELLE DEVAIT ÊTRE ÉLABORÉE D'UNE MANIÈRE EXCEPTIONNELLE ET PAS ANNUELLE

Loi de finances complémentaire : ce qu'en pensent les experts

En marge de la conférence sur le commerce extérieur, tenue il y a quelques semaines, le Premier ministre avait annoncé une loi de finances complémentaire pour l'année 2015. Si certains experts relèvent le caractère «exceptionnel» de la LFC 2015, d'autres parlent plutôt d'«habitudes».

Salah Benreguia - Alger (Le Soir) - Ayant pour but de corriger à la hausse ou à la baisse les dépenses et recettes prévues en loi de finances initiale, la loi de finances complémentaire, cette loi rectificative (LFR) est devenue quasi-annuelle depuis notamment le retour de Bouteflika aux affaires du pays, il y a cela 15 ans.

Se faisant par ordonnance, ce qui ne laisse aucune marge de manœuvre aux députés pour la modifier, le gouvernement annonce, chaque année (hormis l'exercice 2013) et en grande pompe l'élaboration d'une loi de finances com-

plémentaire dont le but est de procéder à quelques corrections. Si, traditionnellement, la mise en place d'une LFC a également pour objectif de couvrir d'éventuelles dépenses additionnelles, pour le cas de l'exercice 2015, il s'agit plutôt de mettre en place les mécanismes nécessaires afin de faire face à la dégringolade accélérée des cours pétroliers intervenue essentiellement au dernier trimestre 2014. Mais l'élaboration, quasi-annuelle, d'une LFC illustre, pour certains experts, l'absence d'une vision stratégique chez nos responsables.

«Dans les pays développés, il n'existe pas de lois de finances complémentaires, à de rares exceptions près en cas de guerre ou de fortes tensions sociales. Faute de vision stratégique, naviguant à vue, en Algérie nous assistons à des lois de finances complémentaires à répétition alors que ce n'est qu'un simple document comptable public retraçant l'évolution des recettes et des dépenses, donnant soit un solde positif ou négatif (déficit budgétaire)», selon les explications du spécialiste

Abderrahmane Mebtoul. Pour l'expert financier Amer Yahia, c'est plutôt par effet «habitude» que nos responsables procèdent à la mise en place d'une LFC.

«En Algérie, la LFC est devenue une habitude et une tradition, alors que la LFC a son caractère exceptionnel. Toutefois, cette année, avec la baisse des recettes pétrolières due à la chute des prix du pétrole, le gouvernement se voit dans l'obligation de rectifier le tir», nous a-t-il indiqué.

«Elaborer annuellement une LFC n'est pas une bonne chose, car c'est une sorte d'instabilité juridique», note plus loin M. Yahia. Interrogé par *le Soir d'Algérie*, l'expert et consultant industriel Lotfi Halfaoui soutient bec et ongles que les mesures visant la promotion des exportations qui devraient être prises dans la prochaine LFC, sont un «leurre». «Dans les LFC, on est toujours habitué à une chose : les mesures prises ne répondent pas aux attentes d'opérateurs économiques», assène-t-il.

S. B.